

Cérémonie des vœux du député le mercredi 2 janvier 2019 à Lunéville à 18h

DISCOURS DE THIBAULT BAZIN

« Chers collègues **parlementaires**,
chers **conseillers régionaux**,
mes collègues conseillers **départementaux**,

Mesdames et Messieurs les **Présidents d'intercommunalité, Maires, adjoints au maire et conseillers municipaux**,

vous êtes plus d'une centaine d'élus locaux,

Et, pour n'oublier personne, chers **sympathisants et amis**,

Quel plaisir de vous retrouver dès le 2^{ème} jour de cette nouvelle année 2019. Merci d'avoir répondu présents. Soyez les **bienvenus** pour cette traditionnelle cérémonie de vœux qui inaugure une longue série.

Un député, seul, ne peut rien. C'est bien en **équipe** qu'il peut d'autant mieux agir au service du mandat qui lui a été confié. Et à plusieurs, on est plus efficace.

Tout d'abord, je tiens à remercier tous ceux qui m'entourent et me soutiennent, à commencer par mon **épouse** Violaine et ma **famille**. J'espère que mes filles ne feront pas ce soir l'animation sonore.

Je pense aussi à ceux qui m'aident, souvent dans l'ombre, et en particulier aujourd'hui pour organiser cette réception.

Je veux mentionner mes **attachés parlementaires** en circonscription - Isabelle ANDRE, Geoffrey MERESSE-VOLLEAUX et Léopold BARBIER – auxquels j'associe bien volontiers les nombreux **bénévoles** qui n'hésitent jamais à donner un coup de main. Ils ont bien mérité nos applaudissements.

Un député ainsi soutenu soutient d'autant mieux son territoire et ceux qui en ont besoin !
Afin de poursuivre dans le registre des remerciements, je souhaite remercier la **Ville de Lunéville** qui a accepté de mettre cette salle à notre disposition. Ne cassez pas tout car la caution est quand même à 4 chiffres !

Merci **Jacques**, et sans transition, je te laisse la parole – avant de la reprendre - pour que tu puisses souhaiter à ton tour la bienvenue et adresser un petit message pour la nouvelle année.

[...]

L'année 2018 s'est terminée, elle raisonne encore. Avant d'esquisser 2019, et avec un jour de recul, je souhaite vous faire part de mon **bilan** de 2018.

Je veux garder en mémoire toutes ces **cérémonies du Centenaire** qui ont eu lieu tout au long de l'année 2018 sur notre territoire. L'appropriation par les enfants a été une réussite indéniable. Espérons que cela portera de la graine, à l'aube d'échéances européennes le 26 mai prochain, pour que notre continent connaisse encore longtemps la **Paix**.

Sur le plan sportif, je veux retenir des **réussites collectives** en 2018 : bien sûr la victoire des bleus à la coupe du monde de **football**, ou plus récemment le titre de championne d'Europe de l'équipe féminine de **handball**. Nous aimons tous cette France qui gagne.

Au Parlement, j'ai été bien occupé par des projets de loi aussi variés que prenantes : de la **programmation militaire** pour les années 2019-2025, en passant par asile-immigration, l'évolution du **logement** de l'aménagement et du numérique, l'équilibre dans le secteur **agricole** et alimentaire, le transfert des compétences **eau et assainissement** aux communautés de communes, la protection des **données personnelles**, jusqu'à la réforme de la **formation** professionnelle et j'en passe. Les titres sont souvent prometteurs, mais il y a souvent de la déception quand on lit le contenu qui suit.

Sur notre territoire, 2018 avait commencé chaudement avec la **rave-party** organisée sur la friche de Traillor à Lunéville et Moncel. D'ailleurs, après avoir évalué la législation en vigueur peu dissuasive à mon sens, j'ai porté une proposition de loi pour renforcer les sanctions contre les organisateurs de telles manifestations non déclarées. Espérons qu'elle soit prochainement inscrite à l'ordre du jour, surtout qu'après Lunéville, l'organisateur aurait récidivé à Liverdun avant-hier.

Côté engagement politique, j'ai proposé mes services aux adhérents **LR** de Meurthe-et-Moselle. Mais je n'ai pas été prophète hors de mon pays. Dont acte. Je vais me concentrer sur mes mandats, consacrer mon énergie à ma circonscription, dont les adhérents m'ont eux très majoritairement soutenu. Ouf. Je reste persuadé que ma famille politique doit s'intéresser à toutes les thématiques du quotidien des Français, et présenter un visage plus attractif. Il y a un **travail de fond** à mener. Il en va de la vitalité démocratique pour notre pays, car **l'alternance crédible est la meilleure parade au chaos**, pour que demeure notre Etat de droit, auquel nous tenons tant.

Au niveau national, l'année 2018 devait être calme sans échéance électorale, cela n'a pas été le cas. Le Parlement a vibré au rythme de l'actualité et des crises surtout médiatiques. Vous avez tous à l'esprit **l'affaire Benalla** en juillet, l'épisode à l'automne du **balance ton maire** ou encore le mouvement des **gilets jaunes**, ces Français qui roulent contre un gouvernement en marche... un peu déséquilibré ou cocasse vous l'admettrez.

Députés d'opposition, nous n'avions eu de cesse depuis des mois d'alerter sur les effets néfastes de la hausse de 25% de la **CSG** pour les retraités, de la hausse programmée des **taxes sur l'essence**, le diesel, le fioul domestique ou encore le gaz non routier pour tous ceux contraints de les utiliser, je pense en particulier aux travaux publics pour le GNR. En vain. Et les gilets jaunes sont arrivés, et il faut leur reconnaître une incroyable efficacité depuis le 17 novembre à voir leurs revendications de **pouvoir d'achat** prises en compte, enfin au moins partiellement.

Nous avons ainsi conclu l'année en votant un budget en lecture définitive le jeudi 21 décembre à midi, pour le déséquilibrer moins de 24h plus tard en votant les mesures d'urgence économiques et sociales vers 5h du matin le vendredi 22 décembre. Faute d'avoir écouté à temps et suffisamment, l'exécutif a été contraint de flamber pour éviter d'être cramé. J'espère que ce n'est pas la violence et la peur du chaos qui ont contribué à faire prendre ces mesures, mais bien la multiplication des voix citoyennes qui les ont portées en **conjuguant force des convictions et respect des institutions**.

Beaucoup de questions demeurent à la fin de l'année 2018 : encore beaucoup de ronds-points d'interrogations pour cette année 2019 qui s'ouvre.

Quel avenir pour la démocratie représentative telle que nous la connaissons ? Notre République sera-t-elle un jour exemplaire ? Le fossé s'est encore creusé davantage entre les citoyens et leurs représentants.

En 2017 le Parlement avait pourtant adopté un projet de loi pour – je cite – « la confiance dans la vie publique ». Le bilan 18 mois plus tard aux yeux des Français en semble bien éloigné. Qui sait que les députés n'ont pu de régime particulier de retraite ou de chômage exorbitant du droit commun ? Qui sait que les députés voient désormais leur frais contrôler ?

La pratique vertueuse au service du bien commun ne semble pas digne d'intérêt pour être médiatisé. On peut ainsi s'interroger sur le rôle des médias et des réseaux sociaux dans la propagation de cette crise de confiance. Constatez-le vous-même : **le bruit ne fait pas de bien, le bien ne fait pas de bruit...**

L'été 2018, nous avions commencé à discuter du projet de loi constitutionnelle pour – je cite – « une démocratie plus représentative, responsable et efficace ». L'affaire BENALLA avait fini par rendre impossible son examen, le reportant peut-être à 2019, avec quelle part de proportionnelle ? Jupiter seul le sait !

En 2019, le menu législatif s'annonce déjà copieux. Nous poursuivrons la discussion de la réforme de la **justice**. Le gouvernement nous annonce une loi sur la **réforme de l'Etat**, une loi sur **l'assurance chômage**, une grande loi sur la **dépendance**, une grande loi sur **l'école**, la révision des lois de **bioéthique** dont je suis tout particulièrement les travaux de la mission d'information, une grande loi pour la réforme de la **fiscalité locale**, une loi pour la création de l'agence nationale de la **cohésion des territoires**, une loi sur la **santé au travail**. Nous attendons aussi les orientations de la réforme des **retraites**.

Et autant de risques de faire émerger des gilets multicolores. Espérons que ces projets ne soient pas trop intelligents, trop subtils, trop techniques pour reprendre les termes du président du groupe majoritaire. Pour ma part, **je souhaite surtout que ces réformes soient justes.**

Quel avenir pour nos enfants ? C'est bien la question centrale qui préoccupe de nombreux Français, question qui les inquiète.

Je crois qu'il faut revenir à l'essence même de l'Etat, un Etat qui protège et secourt.

Nous avons besoin d'un Etat qui n'abandonne personne, qui n'abandonne aucun territoire de notre République. Nous avons besoin de politiques nationales responsables et humanistes afin de **protéger nos valeurs d'un nouveau monde qui se construit sans règles**.

L'intelligence artificielle constituerait pour certains la solution à nos manques de moyens. Cela va avoir des apports bénéfiques. Pour autant, il va falloir dompter la « bête ». Est-ce qu'une meilleure connaissance génétique à même de nous informer de la probabilité – pas de la certitude – de contracter telle maladie nous rendra plus heureux demain ? J'en doute. Est-ce qu'une application informatique pourra analyser les particularités des situations familiales pour faire verser à la CAF de justes pensions alimentaires ? J'en doute.

La primauté de l'Homme par rapport à la technique doit être sans cesse réaffirmée. Et l'évolution positive des recherches scientifiques agrandit l'univers des « possibles » techniquement. Ces nouveaux possibles doivent être régulièrement questionnés au regard de **ce que nous souhaitons autoriser afin que la société de demain corresponde vraiment à ce que nous voulons.** Cette éthique doit continuer à faire l'honneur de la France.

Nous avons aussi **besoin d'un Etat stratège** qui accompagne nos industries. Je pense notamment à celles de notre territoire qui doivent abandonner le charbon, **pour que ces industries aient un avenir.**

Cet avenir, nous sommes tous invités à en débattre.

Dès le 1^{er} trimestre, nous serons occupés par cette « **grande concertation** ». 4 thèmes au menu : transition écologique, fiscalité, organisation de l'Etat, démocratie et citoyenneté (dont l'immigration). Si une association, un syndicat, un maire ou un comité de quartier veut porter un débat sur le territoire, la commission nationale du débat public (CNDP) mettra à disposition un kit de méthodologie pour donner des conseils sur l'animation et fournira des éléments d'information. Et pour que le grand débat soit ouvert à tous : une plateforme en ligne, des garants pour assurer la légalité et la neutralité des réunions, et pour finir des assemblées délibérantes de citoyens tirés au sort. Voilà pour la page publicitaire. Vous en aurez a priori aussi une du Président dans vos boîtes aux lettres.

Cela étant dit, quelques questions méritent d'être posées : en fait, les **consultations citoyennes et leurs conclusions seront-elles filtrées ? Et quel rôle l'exécutif compte donner aux parlementaires dans cette écoute des territoires ?** à mettre en scène un débat hors campagne et donc sans vote de la Nation, ne risque-t-on pas de nourrir encore plus cette crise de la représentation ?

Souvent évoqué ces derniers jours, le **référendum d'initiative citoyenne** constitue-t-il la solution à tous nos maux ? Bien sûr, cela serait intéressant d'abaisser les conditions pour organiser des référendums d'initiative partagée en divisant peut-être par trois le nombre de signataires, soit 1,5 million de Français. Bien sûr, cela serait intéressant de solliciter l'avis des Français sur des sujets d'importance, en particulier quand ils n'ont pas été évoqués lors d'une campagne présidentielle. Il faudrait quand même **deux garde-fous : un contrôle constitutionnel a priori et un minimum de participation pour sa validité.**

Pour autant, la démocratie participative peut-elle totalement remplacer la démocratie représentative ? Je ne le crois pas, en tout cas, pas de manière structurelle si on considère l'ensemble des missions des représentants, qui **ne peuvent se résumer seulement au vote des lois.** Les questions politiques posées appellent d'ailleurs souvent des réponses qui ne sont **pas seulement binaires.** Le temps et la discussion de chaque mot sont souvent précieux **pour aboutir à des projets équilibrés qui font consensus ou s'en rapprochent** : c'est le propre du travail législatif.

Alors il faut donc **nous attacher à guérir cette démocratie représentative**. Le parlementaire en est un maillon essentiel. Car il peut contrôler l'action du gouvernement, l'action de l'Etat dans nos territoires. Le parlementaire peut aussi évaluer les politiques publiques. C'est son rôle prévu par la Constitution. Par l'exercice accru de ces facultés, cela générera de la crédibilité et donc de la confiance, et surtout **plus de lien avec les citoyens en les associant à ce contrôle et cette évaluation**. Faut-il que le parlementaire en ait aussi vraiment les moyens. Et c'est là un enjeu à ne pas négliger.

A chacun de jouer son rôle :

- **au citoyen** d'aller voter, de transmettre ses doléances à ses représentants,
- **au parlementaire** de les recevoir pour bien en porter la voix, de bien voter les lois, de contrôler l'action du gouvernement et d'évaluer les politiques publiques menées sur le territoire,
- **et au gouvernement** de prendre en compte l'expression de la représentation nationale, et de rendre des comptes devant le parlement.

Je veux y croire et me donner à fond à mon niveau pour que la démocratie représentative puisse mieux fonctionner.

La représentation nationale doit aussi pouvoir incarner la diversité des voix des Français, de leurs territoires, de leurs aspirations. Cela passe à mon sens par de la **proximité** et donc des **circonscriptions à taille humaine** où le représentant connaît les ronds-points, peut s'y rendre aisément, qu'il les ai suscités ou qu'il y soit convié.

Je rechercherai pour ma part à **continuer à porter la voix en 2019 d'une plus grande justice sociale, la voix d'une plus grande équité territoriale**.

C'est le message que j'ai entendu pendant les 190 réunions publiques que j'avais organisées pendant la campagne des législatives dans chacune des communes de la circonscription, je ne l'ai pas oublié, c'est le même message que je continue à entendre depuis dix-huit mois.

Je n'ai pas attendu le lancement d'une grande consultation pour susciter des lieux d'échange.

Mon équipe parlementaire tient même des **permanences décentralisées** qui permettent tout au long de l'année de relayer des suggestions positives.

Attention ! La démocratie n'est pas l'affaire d'un trimestre, elle est **un exercice permanent, à renouveler de manière régulière**.

La démocratie représentative passe par des formes de ronds-points d'échange, d'écoute. Ce n'est pas nouveau monde. La Grèce antique parlait déjà d'agora.

Les maires n'ont pas attendu pour les inventer, ils existent depuis des années sous des formes variées : réunions publiques, comités de quartier, cahier de demandes des habitants mis à disposition en mairie.

Le contexte actuel donne tout son sens au mandat de député, celui de représenter la Nation le mieux possible. Ce n'est pas chose aisée. J'en perds des cheveux... mais j'y suis **pleinement engagé, avec passion**. J'ai la chance de vivre cette mission à vos côtés.

Et grâce à votre soutien, chers amis, mon énergie est intacte pour continuer à me donner à fond pour notre territoire et ceux qui y vivent.

Je suis déterminé à faire entendre votre voix, à me battre :

- pour que vous soyez **écoutés** dans vos réalités et vos préoccupations,
- pour que vous soyez **considérés** qui que vous soyez,
- et pour que vous soyez **soutenus** lorsque vous en avez besoin face aux difficultés ou pour développer vos projets.

Le 9 juillet 1849 Victor HUGO nous y invitait déjà : « Détruire la misère, oui, cela est possible ! Les législateurs et les gouvernants doivent y songer sans cesse ; car, en pareille matière, tant que le possible n'est pas fait, le devoir n'est pas rempli. » Alors faisons notre devoir, travaillons au bien commun.

2019 dépendra aussi de ce que chacun en fera.

Et comme le disait Henri Bergson, « l'avenir ne sera pas ce qui va arriver, mais ce que nous allons en faire ».

Alors passons du doute à l'espoir !

Les paroles du Général DE GAULLE le 18 juin 1942 peuvent résonner en chacun : « Mobilisons en nous-mêmes les ressources pour construire chaque jour la paix, le bonheur et la réussite. Il nous faut la passion de la France ».

Chers tous, je forme les vœux que 2019 soit une année de l'écoute dans la sérénité et le respect des territoires et de ceux qui y vivent.

Que la baisse du chômage redevienne une priorité : sortir les gens du non-emploi me semble essentiel pour que chacun ait un avenir.

Que 2019 vous apporte le meilleur pour vous, votre famille, votre commune, votre entreprise.

Que vos projets se réalisent, et surtout, car c'est bien là l'essentiel, que 2019 soit pleine de vie, de vie donnée aux autres !

L'ensemble de l'équipe parlementaire se joint à moi pour vous souhaiter une excellente année 2019.

Bonne année à tous !

Place aux énergies pour la nouvelle année, faites le plein de carburant meurthe-et-mosellan offert ce soir, du jus de pomme de Coyviller, de la bière d'Einville-au-Jard, des bulles de l'AOC du 54 qui a fêté ses 20 ans l'an dernier, et pour accompagner le tout des pains surprises de Saint-Nicolas-de-Port.

Vive la gastronomie lorraine. Bonne soirée à tous ! »